

## ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

Départements et Alsace-Lorraine, chez les libraires, les directeurs de poste et de messagerie, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies &amp; Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 38, Lombard Street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

## PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.

— Le numéro, ..... 15 centimes.

Départements : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.

— Le numéro, ..... 20 centimes.

## INSERTIONS :

ANNONCES, ..... 1 fr. 50 la ligne.

Chez MM. Fauchey, Laffitte et Co

Place de la Bourse, 8

ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12

Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

## LA PATRIE

APRÈS BOURSE  
QUATRE HEURES

	Hausse	Baisse
3 0/0 .....	81 05	» » » »
3 0/0 amortiss. .	82 45	» » » »
4 1/2 0/0 1883. .	110 20	» » » »
Cons. anglais. .	99 13/16	1/2 » » »
Italie. ....	97 55	» » » »
Flor. autric. (or).	88 9/16	1/16 » » »
Esp. Extér. nouv.	59 3/8	» » » »
Egyptien 6 0/0. .	328 75	2 50 » » »
Ch. Egyptiens. .	437 50	» » » »
Turc 4 0/0 (nouv.)	16 75	» » » »
Banque ottomane	550 »	1 25 » » »

L'échéance du 30 JUILLET étant l'une des plus considérables de l'année, nous prions ceux de nos lecteurs dont l'abonnement est expiré à cette date de vouloir bien le renouveler le plus tôt possible, afin d'éviter tout retard dans la réception du journal.

## PRIMES GRATUITES

Tout nouvel abonné de la Patrie qui prendra un abonnement d'un an, à partir du 1<sup>er</sup> juillet prochain, aura droit, comme PRIME GRATUITE, à l'ouvrage ci-après :

## HISTOIRE POPULAIRE DE LA FRANCE

Ouvrage illustré, en 4 volumes in-4<sup>e</sup>.  
Orné de 345 vignettes, portraits historiques, etc.  
Frais d'expédition : 3 francs.

Nous continuons d'offrir à nos abonnés d'un an et de six mois, entre autres primes gratuites :

## UN JOLI ENCRIER

FAÏENCE ARTISTIQUE  
représentant une feuille de papier coupé, avec inscription reproduisant le titre et la manchette du journal la Patrie.  
Frais d'expédition : 3 francs.

PARIS, 2 JUILLET

## DERNIÈRES NOUVELLES

## CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Présidence de M. Floquet.

La Chambre adopte, à l'unanimité de 414 voix, un projet de loi portant ouverture au ministère de la marine d'un crédit de 500,000 francs comme subvention à la colonie de l'Inde française, pour réparation des désastres causés par l'inondation.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du budget. — M. le ministre de l'Instruction publique demande sur le chapitre 9 une augmentation de traitement de 100,000 fr. pour subvention au clergé français en Algérie et en Tunisie.

Cette proposition a été inspirée au ministre par le cardinal Lavigerie, dont on connaît l'esprit libéral et l'autorité en Algérie. Le gouverneur général de l'Algérie demande également cette subvention.

Le budget des cultes en Algérie a subi des réductions importantes depuis quelques années. Dans ces conditions, le recrutement du clergé en Algérie et en Tunisie devient impossible.

Le cardinal Lavigerie, pour se créer des ressources, a fait des prédications éloquentes et des quêtes fructueuses; mais ces ressources ont comblé le vide du passé.

Des campagnes semblables ne peuvent se renouveler. L'intérêt politique commande cette augmentation budgétaire pour que l'Algérie ne soit pas abandonnée.

Si la population française est assez indifférente, les autres qui habitent l'Algérie sont religieuses et ont besoin de la mission du culte; il y a tout avantage à leur donner des ministres du culte français.

Déjà 23 prêtres étrangers sont fixés en Algérie; ils ne sont pas dans les mêmes conditions que les prêtres français; mais il est d'autres qui ne sont pas dans les mêmes conditions; ils ne reçoivent pas des autorités françaises; ils ont une influence qui n'est pas au profit de la France; elle n'est pas au profit de la France; elle n'est pas au profit de la France.

L'orateur demande donc un crédit de 100,000 fr. qui n'est pas en contradiction avec la politique religieuse de la Chambre. Il faut, en Algérie, tenir compte des populations étrangères qui forment une grande partie de la colonisation.

(La séance continue.)

## LE CONSEIL DES MINISTRES

Les ministres se sont réunis ce matin, au ministère de la justice, sous la présidence de M. Henri Brisson.

L'amiral Galiber, contrairement à une nouvelle publiée sous toutes réserves par un journal du matin, a eu le regret de confirmer au conseil la perte, corps et biens, de l'avisio le Renard.

Le conseil s'est entretenu des questions relatives à l'expédition temporaire des fils de coton et de la crise qui règne à Lyon. Il a fait connaître les renseignements qui lui ont été donnés verbalement à ce sujet par M. Massicaut, préfet du Rhône.

Après l'avis de ce fonctionnaire, cette crise n'a pas un caractère industriel; les commandes seraient nombreuses et les ouvriers en auraient profité pour demander un relèvement de leurs salaires qui étaient peu élevés.

M. Pierre Legrand a entretenu ses collègues du projet relatif à l'entrée en France des viandes sauries. Il a dit qu'il était d'accord avec la commission et qu'il était prêt à autoriser l'entrée, à des dispositions à prendre relativement à la fête du 14 juillet.

Les revenus des troupes auront lieu conformément au programme de l'année dernière.

Le président du conseil va avoir une en-

trevue avec le président du conseil municipal de Paris, qui doit venir inviter le gouvernement à se faire représenter à l'inauguration de la statue de Voltaire.

## INTÉRIEUR

Le président de la République recevra demain, à trois heures, au palais de l'Élysée, l'ambassade marocaine, qui lui sera présentée par M. Feraud.

On pense que la liste dressée pour l'élection du 25 janvier dernier sera en grande partie maintenue.

Les craintes que nous exprimons plus loin, au sujet des victimes qu'avait pu faire la catastrophe du quai de la Tourneville, étaient malheureusement fondées : nous apprenons que ce matin, à quatre heures, on a retiré des décombres deux cadavres d'hommes paraissant âgés l'un de trente ans et l'autre de dix-huit ans. Une heure plus tard, on dégageait le corps d'une femme.

On signale en plus six disparitions coïncidant avec le jour de la catastrophe.

Troyes, 2 juillet.

Gagny, l'un des assassins de la Gloire-Dieu, condamné à mort par la cour d'assises de l'Aube, dans son audience du 16 mai dernier, a été exécuté ce matin à Troyes. Les bois de justice étaient arrivés hier matin, à quatre heures, amenés de Paris par le train-poste n° 33.

Depuis le 4 avril 1872, aucune exécution capitale n'avait eu lieu à Troyes. Ce jour-là, Léon Bourgogne, qui, comme Gagny à la Gloire-Dieu, avait commis un triple assassinat à Nogent-sur-Aube, paya sa dette à la société.

C'est en présence d'une foule compacte que les préparatifs de l'exécution ont été faits.

À trois heures du matin la sinistre machine était prête. Quelques instants après, la condamné était revêtu. Il comprit immédiatement que sa dernière heure était arrivée.

Il était alors quatre heures du matin quand le funèbre cortège arriva sur le lieu du supplice.

Quelques minutes après, la tête de l'assassin de la Gloire-Dieu roulait dans le panier.

Deux autres condamnés à mort qui se trouvaient actuellement à la prison de Troyes, Billoux et Bonardi, ont bénéficié de la clémence de M. Grévy, qui a commué leur peine en celle des travaux forcés à perpétuité.

Bonardi, on se le rappelle, est cet Italien qui a assassiné par erreur un homme qu'il avait pris pour un autre, sur lequel il voulait exercer sa vengeance.

## EXTÉRIEUR

Londres, 2 juillet.

Le Daily Telegraph apprend que dans le conseil tenu hier, le cabinet s'est principalement occupé des mesures financières qu'il convient de prendre et de la déclaration qui sera faite à la réouverture du Parlement, lundi prochain.

L'accord avec la Russie, d'un caractère si urgent, et la question égyptienne ont été également examinées.

Des communications d'une nature conciliante ont été échangées entre Berlin, Saint-Petersbourg et Londres.

Les avances faites par la maison Rothschild seront prolongées d'un mois pour permettre d'attendre la solution des questions relatives aux finances et à l'administration de l'Égypte.

Londres, 2 juillet.

M. Herbert Gladstone, le plus jeune des fils de l'ancien premier ministre, a pris la parole hier dans une réunion libérale tenue à Wakefield.

Il a esquissé le programme de la future politique du parti libéral.

Ce programme comporterait les points suivants :  
1<sup>o</sup> Accorder à l'Irlande une large extension du gouvernement local.

2<sup>o</sup> Adopter une politique extérieure défensive très énergique, en évitant tout ce qui pourrait créer des difficultés.

3<sup>o</sup> Resserer les liens qui unissent l'Angleterre à ses colonies;

4<sup>o</sup> Adopter des mesures radicales étendues pour les réformes intérieures basées sur la volonté du peuple.

Le Caire, 2 juillet.

Le général Wolseley et son état-major vont partir immédiatement pour l'Angleterre.

## INFORMATIONS

Après de longues hésitations le ministre du commerce vient d'arrêter un ensemble de mesures sanitaires à imposer aux personnes et aux marchandises passant la frontière espagnole, afin d'empêcher l'invasion du choléra.

De l'avis de tous les hommes compétents, il y a plus de quinze jours que ces dispositions eussent dû être prises et il est véritablement miraculeux qu'aucun cas ne se soit produit dans les départements voisins de la frontière.

\*\*

M. Lequeux, consul de France au Caire, récemment nommé en la même qualité à Yokohama, a été invité par le ministre des affaires étrangères à rester à son poste jusqu'à nouvel ordre.

Par suite, le consulat de Yokohama continuera à être géré par M. de Lalande, consul suppléant.

\*\*

En mourant, il y a deux ans environ, Mme Rossini, veuve de l'éminent compositeur, a laissé à l'Assistance publique une somme d'environ 800,000 francs, destinée à la création d'un asile de vieillards.

Après le désir formellement exprimé par le testateur, l'établissement projeté est

sur tout destiné à recevoir des artistes âgés et en particulier des musiciens.

Les plans et devis du nouvel asile viennent d'être dressés et les travaux commenceront aussitôt après l'approbation du conseil municipal de Paris.

\*\*

On sait que le gouvernement chinois a manifesté l'intention d'envoyer prochainement à Paris un représentant spécial.

Ce ministre n'aura pas seulement un caractère diplomatique : il sera également chargé de négocier toutes les questions relatives aux travaux et fournitures à exécuter par des compagnies ou des établissements français pour le compte du Céleste-Empire.

C'est la conséquence des déclarations faites par Li-Hung-Chang, vice-roi du Tchili, qui, à diverses reprises, a manifesté le désir d'avoir recours à nos industriels.

Et, de fait, le gouvernement chinois a souvent éprouvé des déboires, par suite de la mauvaise foi de certaines maisons européennes : des fusils éclatant au premier coup de feu, de la poudre qui n'était qu'un composé de terre et de charbon, des obus absolument inoffensifs, telles sont les fournitures qui lui sont habituellement livrées.

On comprend, dès lors, la préférence de Li-Hung-Chang pour les commerçants français.

## L'ÉLECTION DE CHARONNE

Les feuilles républicaines continuent de se quereller à propos de l'élection d'un conseiller municipal pour le quartier de Charonne. Euistes et patennistes se prennent aux cheveux, ce qui fait dire à un journal avancé : « Ne peut-on s'expliquer, discuter sans se traiter de gredin et de filou ! »

Ce sont là mœurs républicaines, répondent-ils, et mœurs traditionnelles.

Comme nous l'avons dit, les deux candidats maintiennent leurs prétentions respectives, et nous répéterons le raisonnement que nous avons tenu déjà.

Il y a eu deux mille abstentions qu'il faut attribuer aux conservateurs; si seulement la moitié s'était dérangée, M. Maux était élu, passant entre les deux.

La situation reste la même. Si les conservateurs le veulent bien, Eudes et Patenne resteront sur le carreau. Les républicains le comprennent bien, car voici le langage que tient l'*Intransigeant* :

Lisez, je vous en prie, tous les journaux conservateurs qui soutenaient la candidature de M. Maux, le clercal dont le compte s'est soldé par cinq cents voix. Ils font justement ressortir que dans un quartier comme celui de Charonne, les réactionnaires sont devenus la majorité; et qu'il est conséquemment équitable de leur attribuer les deux mille abstentions qui ont marqué l'élection de dimanche dernier. Et l'un d'eux reproche amèrement à ses amis de n'avoir pas voté; car, dit-il, si ces deux mille conservateurs étaient allés aux urnes, la victoire leur était acquise.

Or, ce qu'ils n'ont pas fait la semaine passée, rien ne les empêche de le faire cette semaine. Le péril serait mince si le citoyen Patenne s'était, conformément aux usages, déstillé après sa défaite; mais il suffit que sur les deux mille abstentionnistes, douze cents se prononcent en faveur de M. Maux, pour que notre ami Eudes, qui a la majorité, et Patenne, qui ne l'a pas, soient battus l'un et l'autre par le clercal, qui ajoutait ainsi douze cents voix aux cinq cents qu'il a déjà obtenus.

La conduite de nos amis est donc toute tracée.

Nouvelle défaite pour les républicains.

Une élection de conseiller d'arrondissement était à faire dimanche pour le canton de Guer (Morbihan).

Trois candidats étaient en présence : un conservateur et deux républicains.

Voici les résultats du scrutin :

MM. de Lestourbeillon, cons. .... 1.227 Eud.  
Lestourbeillon, républ. .... 516  
de Peslouan, républ. .... 164

Et qu'on ne dise pas que c'est grâce à la division du parti républicain que le conservateur a pu passer. Les deux candidats rouges ne vont réunir à eux deux que la moitié des voix données au candidat anti-républicain, soit 670 contre 1227.

Un certain nombre de journaux républicains protestent contre la candidature du général Thibaudin, alléguant que l'ancien ministre de la guerre commet un acte d'indiscipline puisqu'il est en activité.

Les républicains ont la mémoire courte. Est-ce qu'il n'existe pas un précédent, hautement approuvé par eux, celui du major Labordère dont la candidature est sortie d'un acte d'indiscipline qui devait le conduire en conseil de guerre, et l'a fait entrer au Sénat ?

Le général Thibaudin suit donc l'exemple donné par ceux qui le blâment aujourd'hui.

Entré au ministère pour expulser les princes de l'armée, il avait conquis les sympathies républicaines pour s'être chargé de cette vilaine besogne, et il a grandement raison de s'en donner l'opposition illogique qui lui est faite par ses thuriferaires d'hier.

Aujourd'hui, il paraît que le général Thibaudin ne se fait pas scrupule d'avancer que sa candidature est illégale. Voici, en effet, la note que publie le *Petit Journal* :

« M. le général Thibaudin vient d'adresser à M. le sénateur Massé un lettre qui sera prochainement rendue publique, et dans laquelle il reconnaît que sa candidature, posée dans la Nièvre par ses

compatriotes, est formellement contraire à la loi électorale. »

S'agit-il d'un acte de contrition ou d'une bravade ?

Si M. Thibaudin reconnaît l'illégalité de sa candidature, pourquoi l'a-t-il acceptée. Son devoir était de la refuser, et, ayant reconnu publiquement cette illégalité, maintenant-il cette candidature ou y renonce-t-il ?

Dans tous les cas, le fait d'avoir accepté cette candidature constitue un acte d'indiscipline qui exige une répression. Qu'attend donc le ministre pour faire respecter la loi ?

Nous recevons un grand nombre de lettres relatives aux élections. La plupart de nos correspondants nous entretiennent des difficultés qu'il a fallu et qu'il faut encore surmonter pour arriver à établir des listes de conciliation qui donnent satisfaction aux justes exigences et aux droits de chaque parti conservateur.

Nous apprenons du reste avec une vive satisfaction que, dans un certain nombre de départements, l'organisation électorale entreprise par nos amis se poursuit et se terminera heureusement.

C'est ainsi que dans les Deux-Sèvres, une louable initiative vient d'être prise par un comité impérialiste qui s'est formé en vue de la lutte : celle de rechercher et de déterminer, à la veille d'une coalition nécessaire, la part loyale de chaque parti conservateur sur la liste des candidats.

C'est là un travail indispensable, et qui, comme nous le disions hier, doit être basé, toute question de personnes mise de côté, sur la force électorale de chaque parti.

Il n'y a pas de coalition possible en dehors de cette façon de procéder, et l'on s'en rend compte, nous le constatons avec plaisir, dans la plupart des départements comme dans les Deux-Sèvres.

C'est là un travail indispensable, et qui, comme nous le disions hier, doit être basé, toute question de personnes mise de côté, sur la force électorale de chaque parti.

Il n'y a pas de coalition possible en dehors de cette façon de procéder, et l'on s'en rend compte, nous le constatons avec plaisir, dans la plupart des départements comme dans les Deux-Sèvres.

C'est là un travail indispensable, et qui, comme nous le disions hier, doit être basé, toute question de personnes mise de côté, sur la force électorale de chaque parti.

Il n'y a pas de coalition possible en dehors de cette façon de procéder, et l'on s'en rend compte, nous le constatons avec plaisir, dans la plupart des départements comme dans les Deux-Sèvres.

C'est là un travail indispensable, et qui, comme nous le disions hier, doit être basé, toute question de personnes mise de côté, sur la force électorale de chaque parti.

Il n'y a pas de coalition possible en dehors de cette façon de procéder, et l'on s'en rend compte, nous le constatons avec plaisir, dans la plupart des départements comme dans les Deux-Sèvres.

C'est là un travail indispensable, et qui, comme nous le disions hier, doit être basé, toute question de personnes mise de côté, sur la force électorale de chaque parti.

Il n'y a pas de coalition possible en dehors de cette façon de procéder, et l'on s'en rend compte, nous le constatons avec plaisir, dans la plupart des départements comme dans les Deux-Sèvres.

C'est là un travail indispensable, et qui, comme nous le disions hier, doit être basé, toute question de personnes mise de côté, sur la force électorale de chaque parti.

Il n'y a pas de coalition possible en dehors de cette façon de procéder, et l'on s'en rend compte, nous le constatons avec plaisir, dans la plupart des départements comme dans les Deux-Sèvres.

C'est là un travail indispensable, et qui, comme nous le disions hier, doit être basé, toute question de personnes mise de côté, sur la force électorale de chaque parti.

Il n'y a pas de coalition possible en dehors de cette façon de procéder, et l'on s'en rend compte, nous le constatons avec plaisir, dans la plupart des départements comme dans les Deux-Sèvres.

C'est là un travail indispensable, et qui, comme nous le disions hier, doit être basé, toute question de personnes mise de côté, sur la force électorale de chaque parti.

Il n'y a pas de coalition possible en dehors de cette façon de procéder, et l'on s'en rend compte, nous le constatons avec plaisir, dans la plupart des départements comme dans les Deux-Sèvres.

C'est là un travail indispensable, et qui, comme nous le disions hier, doit être basé, toute question de personnes mise de côté, sur la force électorale de chaque parti.

Il n'y a pas de coalition possible en dehors de cette façon de procéder, et l'on s'en rend compte, nous le constatons avec plaisir, dans la plupart des départements comme dans les Deux-Sèvres.

C'est là un travail indispensable, et qui, comme nous le disions hier, doit être basé, toute question de personnes mise de côté, sur la force électorale de chaque parti.

Il n'y a pas de coalition possible en dehors de cette façon de procéder, et l'on s'en rend compte, nous le constatons avec plaisir, dans la plupart des départements comme dans les Deux-Sèvres.

C'est là un travail indispensable, et qui, comme nous le disions hier, doit être basé, toute question de personnes mise de côté, sur la force électorale de chaque parti.

Il n'y a pas de coalition possible en dehors de cette façon de procéder, et l'on s'en rend compte, nous le constatons avec plaisir, dans la plupart des départements comme dans les Deux-Sèvres.

C'est là un travail indispensable, et qui, comme nous le disions hier, doit être basé, toute question de personnes mise de côté, sur la force électorale de chaque parti.

Il n'y a pas de coalition possible en dehors de cette façon de procéder, et l'on s'en rend compte, nous le constatons avec plaisir, dans la plupart des départements comme dans les Deux-Sèvres.

C'est là un travail indispensable, et qui, comme nous le disions hier, doit être basé, toute question de personnes mise de côté, sur la force électorale de chaque parti.

Il n'y a pas de coalition possible en dehors de cette façon de procéder, et l'on s'en rend compte, nous le constatons avec plaisir, dans la plupart des départements comme dans les Deux-Sèvres.

C'est là un travail indispensable, et qui, comme nous le disions hier, doit être basé, toute question de personnes mise de côté, sur la force électorale de chaque parti.

Il n'y a pas de coalition possible en dehors de cette façon de procéder, et l'on s'en rend compte, nous le constatons avec plaisir, dans la plupart des départements comme dans les Deux-Sèvres.

C'est là un travail indispensable, et qui, comme nous le disions hier, doit être basé, toute question de personnes mise de côté, sur la force électorale de chaque parti.

ou incarnation nouvelle d'un journal français précédemment publié à Florence, n'a jamais eu d'autre crédit officiel que celui que ses actionnaires ou ses lecteurs lui ont attribué.

Le *Journal de Rome* défendait, sans doute, avec ardeur le temporel des Papes. Mais, outre qu'il n'avait pas mandat suffisant pour cela, il défendait principalement et presque uniquement le temporel. Dès le début, il s'était posé comme l'organe, militant auprès du Saint-Siège, de la politique réactionnaire et dynastique. Ce fut bien pis, lorsque M. Durand-Morimbeau, le rédacteur frappé, en prit la direction sous le pseudonyme d'Henri des Houx. Cette politique s'inspira uniquement et d'une manière tout à fait imprévue, puisque M. des Houx avait été jadis un libéral, des préjugés et même des rancunes légitimistes. Non seulement les gouvernements, mais les hommes ; non seulement les dynasties, mais les familles ; non seulement les familles mais les individualités furent mis en cause dans une polémique sans prudence et forcément sans efficacité. Quel avantage, par exemple, pouvait retirer la Papauté des outrages déversés sur la reine Marguerite, que toute l'Italie admire et que le Pape Pie IX lui-même estimait, affectionnait particulièrement ?

Un moment est venu où Léon XIII a cru devoir établir que cette politique n'était pas la sienne. Assurément, c'était le droit de M. des Houx et du parti qu'il représentait que de tenter de la faire prévaloir. Mais n'était-ce pas, en revanche, le droit du Pape que de la repousser ?

Peut-on conclure de cet acte de défense, comme fait plus qu'imprudemment M. des Houx, que le Pape et la Curie romaine sont prêts à passer avec armes et bagages du côté de la Révolution ? Cette façon de raisonner est manifestement contredite et réfutée d'avance par les brefs récents, par les lettres et par les paroles notoire de Léon XIII.

Le Pape prie poliment M. des Houx de ne plus le compromettre en écrivant des commentaires de sa façon sur des matières qui ne regardent que le Vatican. Là-dessus, M. des Houx s'écrie que Léon XIII fait un coup d'Etat.

On est le coup d'Etat, puisque M. des Houx s'est soumis bénévolement et sans blessures ?

M. des Houx affirme ou fait affirmer que le Pape est disposé à abandonner ses droits sur le temporel.

Mais par des encycloques, par des discours, dont les derniers et les plus énergiques n'ont pas un an de date, le Pape a déclaré qu'il ne céderait jamais sur ce point.

La parole de Léon XIII vaut mieux, à cet égard, que celle de M. des Houx.

M. des Houx proteste que la politique du Vatican n'est pas ce qu'elle devrait être. Mais, comme juge des convenances de la politique du Vatican, nous préférons le Pape à M. des Houx.

Enfin, M. des Houx prétend, par la plume de ses amis du *Gaulois*, que les trois quarts des catholiques français sont de son avis, contre celui du Pape. Nous n'en croyons rien. Et d'ailleurs, quelle est la qualité de M. des Houx, qui rédige un journal à Rome, pour parler au nom des catholiques français ?

Nous en avons assez dit, pensons-nous, qu'en usant de discrétion, pour avoir le droit de conclure.

Ainsi que nous l'avons indiqué ironiquement par le titre de cet article, c'est une tentative de schisme qui vient de se produire aux alentours du Vatican. Mais Léon XIII a fort aisément réduit les turbulents au silence et même à la soumission. Les catholiques peuvent donc se rassurer. Nous n'avons qu'à affirmer qu'un pseudo-schisme, puisque M. des Houx n'est lui-même qu'un pseudonyme.

Suivant le désir plus que discret de la commission du traité franco-chinois, M. de Freycinet a communiqué à cette commission ceux des documents diplomatiques qui ne signifient rien. Elle a commencé à les examiner; elle doit continuer aujourd'hui, simplement pour passer le temps.

Elle ne veut plus entendre parler, c'est bien entendu, de ceux des documents diplomatiques qui sont de nature à compromettre M. Ferry, et, par ricochet, les députés qui firent partie de sa majorité.

Maintenant, voici un autre incident. Puisqu'on abandonne les documents diplomatiques, M. Bernard-Lavergne a proposé de réclamer au moins la communication des dépêches relatives aux opérations militaires; ce serait fort intéressant, et nous sommes certains que l'on trouverait dans ces dépêches des détails très curieux et extrêmement instructifs.

Aussi la commission n'a-t-elle pas manqué de frémir d'épouvante au vu de M. Bernard-Lavergne. Elle n'a su que répondre, a voulu prendre le temps de réfléchir et s'est ajournée à aujourd'hui pour prendre une décision.



Pingard n'est certes pas homme à l'oublier.

On nous assure que notre exposition des beaux-arts à Anvers est en ce moment complètement abandonnée :

M. Lafenestre, chef de bureau des expositions, n'assiste qu'aux grandes représentations : à l'ouverture et à la distribution des croix. Entre temps, il se fait généralement remplacer par M. Giudicelli qui a représenté, comme on le sait, c'est-à-dire fort mal, nos intérêts à Munich et à Vienne ; il n'a du reste d'autres titres à cet excès d'honneur que d'être le neveu de la dynastie des Gambon.

En ce moment nous n'avons à Anvers que M. Dupré, qui n'est même pas employé à l'administration des beaux-arts. Quand ce gâchis finira-t-il ? Les intérêts de nos artistes en souffrent.

Le père, ou plutôt, le papa Hyacinthe Loyson, qui de temps à autre éprouve le besoin de se faire un petit bout de réclame pour se rappeler à l'attention du public, a fait hier soir, au Cirque d'hiver, une conférence sur la *Croix du Panthéon*.

Malgré la grandeur du sujet, le papa Hyacinthe n'a obtenu qu'un médiocre succès, et des protestations bruyantes ont interrompu à plusieurs reprises sa conférence.

Nous disions hier que MM. les couturiers démissionnaires étaient tout aussi justiciables des tribunaux que de l'opinion publique. Or, il paraît que ces derniers pourraient bien prendre une mauvaise tournure pour ces messieurs. On assure que quelques clientes dont les noms sont inscrits sur les fameuses listes seraient disposées à demander une réparation par la voie du procureur de la République.

Du reste, le couturier Worth II commence à comprendre dans quel guépier il s'est fourré et il essaye d'en sortir par toutes sortes de stratagèmes. C'est ainsi qu'il a provoqué une assemblée générale de tous les couturiers de Paris ; pour ne pas assumer seul la responsabilité de la fameuse liste.

Son projet a piteusement échoué. Non seulement ses confrères ont énergiquement protesté contre cette manière d'agir, mais nous apprenons que, de plus, des membres très influents ont donné leur démission de la chambre syndicale.

Les malices de M. Worth sont, comme la plupart de ses robes, cousues de fil blanc.

\*\*

Dans sa Revue de la semaine, M. Georges Duval a imaginé de faire faire la contre-partie de la fameuse liste que l'on connaît par un groupe d'élegant.

Cette liste fantaisiste divise les couturiers et couturières en trois catégories :

#### Catégorie A

Couturiers ou couturières volant sur le métrage des étoffes, retenant une partie des étoffes ou ornements qui leur sont confiés, spéculant sur la crainte que certains maris ont du scandale, pour exécuter des toilettes sachant que leurs clientes ne pourront les payer, etc., etc.

#### Catégorie B

Couturiers ou couturières augmentant les notes de 50 0/0 au-dessus du prix convenu, afin d'obtenir une réduction de 25 0/0 en justice de paix ou devant le tribunal civil.

#### Catégorie C

Couturiers ou couturières donnant aux femmes des notes ne représentant que le dixième du prix dû, afin que le mari ignore l'entremise d'un tiers.

La liste dressée sera envoyée à toutes les femmes du monde.

Bien riposté !

Déplacements et villégiatures, à Royat :

Mlle de Saint-Amand ;  
M. le comte de Montero ;  
M. le comte d'Alcantara ;  
M. de Montequieu ;  
M. de Montfort.

A Châtel-Guyon :

Mme de Fourcy.

La fête nationale en cour d'assises ! cela a l'air d'un comble, n'est-ce pas ? Voici cependant ce que nous relevons au rôle de la cour d'assises de la Seine pour la première quinzaine de juillet :

Samedi 11. — Laisné, assassinat.

Lundi 13. — Pérole, faux.

Mardi 14. — Fête nationale.

Mercredi 15. — Lebigeot, faux.

Allons ! il y a encore une justice.

### LA DISTRIBUTION DES RÉCOMPENSES DU SALON

La distribution solennelle des récompenses de la Société des artistes français pour le Salon de 1885 a eu lieu ce matin, à dix heures, dans le grand salon carré du palais de l'Industrie, dont le centre était occupé par le *Solum patrie*, de M. Fritel.

Cette cérémonie était présidée par M. Goblet, ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, ayant à sa droite MM. Turquet, sous-secrétaire d'Etat, Kaempfen et Etienne Arago ; à sa gauche, MM. Bailly, président de la Société, Cabanel, Bouguereau et Bussion.

Sur l'estrade, nous remarquons MM. de Ronchaud, Ollendorff, Baumgard, Roger-Bailly, Paul Mantz et presque tous les membres du jury et du comité.

Beaucoup de dames assistent à la séance.

M. Bailly, président de la Société, a rappelé dans son discours que déjà il y a quatre ans M. Turquet, comme sous-secrétaire d'Etat, avait affranchi la Société et que, récemment encore, il avait dissipé les craintes qui s'étaient produites au sujet du Salon annuel en obtenant du président de la République un décret ajournant, jusqu'en 1889, les expositions de l'Etat.

M. Turquet, quoique très souffrant, a reporté sur M. Ferry, qui, dans ses discours des années 1881, 1882 et 1883, avait affirmé la nécessité de l'affranchissement de la Société des artistes français, une partie des éloges qui lui étaient adressés.

Nous vous proposons, a-t-il ajouté, de continuer aux artistes, tout en leur laissant leur liberté d'action, les com-

mandes de l'Etat pour la décoration des édifices et des places publiques, afin de leur procurer l'occasion de développer leur génie et leur talent.

Il a terminé en félicitant la Société d'avoir ouvert cette année son exposition par une bonne œuvre qui a procuré une somme de 25,000 francs aux blessés du Tong-King, et il a recommandé aux artistes de s'inspirer, pour leurs tableaux du Salon prochain, des hauts faits d'armes accomplis par notre armée dans cette contrée lointaine.

M. Vigneron, secrétaire de la Société, a fait ensuite l'appel des lauréats dont nous avons déjà donné la liste. On a surtout applaudi M. Bouguereau, qui a obtenu la médaille d'honneur pour la section de peinture, et M. Laloux, à qui a été décernée la même médaille pour la section d'architecture.

M. Goblet, ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, a clos la séance en proclamant que le prix du Salon a été décerné à M. Horace Dailion, sculpteur, pour son *Réveil d'Adam*, statue en marbre.

Il a ensuite fait connaître que des bourses de voyages étaient accordées aux artistes suivants :

#### SECTION DE PEINTURE

M. Fritel (Pierre) : *Solum Patrie*.  
M. Aman (Jean) : *La Paix*. — Paris. Panneaux décoratifs.

M. Laurent (Ernest) : *L'Annonciation*.  
M. Martin (Henri) : *Les Titans*.

#### SECTION DE SCULPTURE

M. Mangin (Paul-Eugène) : *Un exploit de David*, groupe en plâtre.  
M. Pech (Gabriel-Edouard) : *Gui d'Arrezzo*, statue en plâtre.

M. Leroux (Gaston) : *Le premier bain*, groupe en plâtre.

#### SECTION D'ARCHITECTURE

M. Quatresous (Léon) : *Salle des séances publiques à l'Institut et Porte-Saint-Maclou*.

M. Depasse (Léon) : *Etablissement thermal*.

## LA PAPAUTÉ

et  
LE JOURNAL DE ROME

Nous avons dit hier que rien dans la conduite, dans le langage de Sa Sainteté Léon XIII ne justifiait l'inconvenante attitude du *Journal de Rome* ni les bruits qui faisaient courir les intrusants catholiques d'un changement de politique de la part du Saint-Siège.

L'information suivante, que publie le *Figaro*, vient confirmer pleinement notre conviction :

Rome, 1<sup>er</sup> juillet.

Je puis vous annoncer officiellement qu'une circulaire a été expédiée télégraphiquement aujourd'hui, par le cardinal Jacobini, aux représentants du Saint-Siège, les invitant à démentir d'une façon absolue les assertions de quelques journaux parisiens sur un prétendu rapprochement du Vatican avec le gouvernement italien.

Cette assertion est considérée au Vatican comme une tentative des éléments intrusants pour faire une pression sur le Pape et comme une représaille du *Journal de Rome* obligé, pour des raisons financières, de cesser de paraître.

Sa Sainteté Léon XIII, en revendiquant contre certains fanatiques son autorité suprême et son indépendance absolue dans la direction politique du Saint-Siège, n'a jamais eu l'intention, et il ne pouvait l'avoir, de porter la moindre atteinte aux droits imprescriptibles de l'Eglise et de la Papauté.

La *Défense* publie sur la question un article dont voici la conclusion :

Non ! Notre Saint-Père le Pape ne renonce pas aux revendications légitimes et nécessaires ; il ne consentira jamais à un accord qui répréhenderait l'intérêt suprême de l'Eglise, intérêt dont il est juge. Si les difficultés de l'heure présente le forcent à négocier pour faire une pression sur le Pape, l'homme dans plusieurs circonstances de sa passion, il ne trahira pas pour cela la vérité et la justice, et il gravira jusqu'au bout, avec cette saine conscience qui est un de ses caractères distinctifs, le calvaire que l'impérialisme contemporain a érigé pour le vicaire de Jésus-Christ.

## CHRONIQUE DE L'ÉTRANGER

### Parlement italien

Rome, 1<sup>er</sup> juillet.

Chambre des Députés. — M. Depressi fait, sur la crise, une communication conforme aux indications données hier par la *Gazzetta ufficiale*.

Il ajoute que les ministres actuels restent fidèles aux principes libéraux professés jusqu'ici et aux moyens de gouverner jusqu'ici employés. Ils espèrent mériter par leurs actes la confiance de la Chambre.

MM. Roux, Fazio et Olaschelli questionnent au sujet de la solution donnée à la crise, et des intentions du gouvernement sur ce qui concerne la politique coloniale.

M. Depressi justifie la solution donnée à la crise comme étant parfaitement correcte.

Il ajoute qu'il confirme sa solidarité avec M. Mancini auquel il succède. Dans l'avenir, il se régit selon les circonstances avec prudence, et son âge garantit qu'il n'est pas enclin aux entreprises hardies. On peut voter contre lui, il saura alors ce qu'il doit faire.

L'incident est clos. La Chambre s'ajourne sine die.

### L'empereur Guillaume

Em, 1<sup>er</sup> juillet.

L'empereur a fait ce matin, pour la première fois, une promenade à pied aux Grottes ; il a fait ensuite une promenade en voiture, puis il a entendu les rapports des hauts fonctionnaires.

Le *Journal des Débats* publie la dépêche suivante :

Berlin, 1<sup>er</sup> juillet.

« Les bruits les plus inquiétants ont couru sur la santé de l'empereur Guillaume. La vérité est que, bien que les accidents aient été des derniers temps aient disparu, l'empereur est resté fort affaibli et qu'il ne peut rester longtemps debout. Il est cependant possible qu'il aille à Gastein comme on l'a annoncé. »

### La succession du duché de Brunswick

Berlin, 2<sup>e</sup> juillet.

La correspondance échangée entre le duc de Cambridge et le conseil de régence de Brunswick a été lue hier à la Diète brunswickaise.

Le duc de Cambridge, dans diverses par-

ties de cette correspondance, revendique ses droits à la régence comme unique agent majeur de la maison de Brunswick. Il exprime en même temps sa résolution de conserver la situation qu'il occupe en Angleterre et de continuer à habiter ce pays.

Le 30 mars, le conseil de régence répondait cette manière de voir, alléguant qu'un prince allemand peut seul être appelé à la régence.

Le conseil ajoutait que la décision de l'empire devait trancher la difficulté en dernier ressort et qu'il convenait d'attendre cette décision.

Le duc de Cambridge a déclaré, à la date du 8 juin, qu'il cessait la correspondance et il a adressé au conseil une protestation dans laquelle il réserve expressément tous ses droits d'agnat.

### Le gouvernement d'Alsace-Lorraine

Strasbourg, 1<sup>er</sup> juillet.

La *Landes Zeitung* (officielle) publie un rescrit de l'empereur, daté d'Em, 29 juin, adressé au secrétaire d'Etat et relatif à la gestion intérieure des affaires du Statthalter d'Alsace-Lorraine.

Ce rescrit ordonne que, jusqu'à ce que ce poste ait un nouveau titulaire, toutes les fois qu'il sera besoin d'un ordre ou d'un arrêté impérial, le secrétaire d'Etat aura à en référer à l'empereur et à attendre sa décision.

La même chose devra avoir lieu pour l'envoi de commissaires au Conseil fédéral.

Pour toutes les autres attributions et fonctions, le Statthalter sera représenté par le secrétaire d'Etat.

### CHINE ET TONG-KING

Lettre de l'empereur de Chine à Léon XIII

L'*Observateur romano* du 27 juin publie la traduction italienne de la réponse officielle faite par le Tsong-ti-Tamen, au nom de l'empereur de Chine, à la Lettre que Sa Sainteté avait adressée à l'empereur pour recommander à sa protection les missionnaires catholiques. En voici la traduction française :

Les princes et les grands ministres du conseil des affaires étrangères de l'Empire, par autorité de la grande dynastie Taï-Tsing, expédient une lettre officielle à l'envoyé de la grande Rome, Giulianelli, pour être ouverte en sa présence.

Intérieur de la lettre :

#### NOTIFICATION

Les princes et grands ministres du conseil des affaires étrangères du royaume, par autorité de la grande dynastie (Taï-Tsing), notifient : que le vingt-troisième jour de la seconde lune (8 avril 1885), l'illustrissime envoyé étant venu à notre palais et ayant consigné en notre présence des lettres royales du Souverain Pontife Romain, le même conseil, le vingt-cinquième jour de la seconde lune (10 avril 1885) les a présentées à son tour.

Au grand empereur, qui déclare les avoir lues avec beaucoup de plaisir et de satisfaction, il ordonne en conséquence à nous-mêmes, grands ministres, de faire savoir à l'illustrissime envoyé que, quand il sera retourné dans son royaume, il félicite le Souverain Pontife.

Cette notification doit être remise à l'illustrissime envoyé quelle qu'elle soit, pour qu'il ait une claire connaissance de ce qui a été fait.

La déclaration ci-dessus a été donnée à l'envoyé Giulianelli de la grande Rome, l'an onzième du règne de Kouong-Su, le vingt-cinquième jour de la seconde lune (10 avril 1885).

## GAZETTE DE PARIS

### PLUSIEURS POURQUOIS ?

J'ai un ami qui n'est pas français. Quoiqu'il habite depuis de longues années notre pays dont il connaît certainement — pour les avoir bien étudiés — mieux que nous la langue et les usages, il n'est encore à l'étonnement des premiers jours de son arrivée parmi nous, à l'égard de certains points dans notre parler et dans nos mœurs.

Par exemple, il me faisait remarquer l'autre jour diverses bizarreries de notre prononciation :

Pourquoi dire *gajure*, quand on écrit *gager* ?... prononcer *lunet*, quand il y a *lunette* ?... prétend-il, pour prétend-il ?... quand on lit *aut*, *atome*, quand il n'y a pas d'accent circonflexe ?

Pourquoi deux façons d'articuler le *ch* dans *change* et *échange* ?... dans *Chester* et *orchestre* ?

Pourquoi changer la valeur de *e* dans *enivrer*, *appendice*... de *ui* dans *guise* et *aiguise* ?... de *tion* dans *nos relations* et *nos relations* ?... de *ui* encore dans *équitation* et *équité* ?... de *ue* dans *liquefaction* et *liqueur* ?... de *ua* dans *quadrige* et *quadrilatère* ?

Pourquoi prononcer : *monseigneur* *maman*, *maumain* *poignard*, *poignard* *second*, *second* ?

Où sont les raisons de ces anomalies si nombreuses qu'il faudrait un volume pour les relever ?

Je ne prétends pas accuser de pauvreté une langue que des Corneille, des Molière, des Victor Hugo et tant d'autres ont trouvée assez riche pour nourrir leur génie ; cependant, je m'étonne que la nouvelle école, si enragée pour enfanter des mots nouveaux, ne se soit pas préoccupée de la pénurie de certaines expressions.

Pourquoi le seul terme : *belle-mère* pour indiquer celle qui a donné le jour à votre conjoint et la seconde épouse de votre père ?

Dans les familles où l'une et l'autre se rencontrent on prétend, il est vrai, que, toutes deux se valant, il n'y a pas grand mal à les confondre... Pourquoi aussi dire également : *laisser ou emporter* des regrets ?... Pourquoi *lôte* signifie-t-il celui qui reçoit et celui qui est reçu ?

Pourquoi apprendre veut-il dire à l'occasion enseigner ? Pourquoi un seul mot : *diète* pour *régime* et *abstinence*, de sorte qu'on arrive à construire des phrases comme celle-ci : — Je suis à une diète nourrissante... —

A propos de phrases baroques, mon ami m'en signalait quelques-unes qui l'avaient amusé. D'abord celle-ci : « Le vieux domestique du maréchal d'Efflat, mort depuis six mois, avait repris ses bottes. »

Convenons qu'élaborée par un « jeune », elle provoquerait une douce gaieté et une amère critique. Eh bien, on la peut lire dans le premier chapitre d'un des chefs-d'œuvre de l'académicien Alfred de Vigny, dans son *Cinq-Mars*.

Citons au passage ces deux vers si la-

borieusement travaillés et gravement produits par le légendaire vicomte d'Arincourt :

J'habite à la montagne, et j'aime à la vallée.

Mon vieux père en ce lieu, seul, à manger

Il m'apparait.

Une vraie trouvaille, n'est-ce pas, cette poésie ? Il faut bien être étranger comme l'est mon ami pour connaître à ce point la littérature d'un peuple et y dénicher de pareilles perles ?

Derniers pourquoi ? Pourquoi *fortuné*, dont l'étymologie est évidemment *fortune*, signifie-t-il *heureux*, et pourquoi commet-on une grande faute en l'employant pour *riche* ?

Pourquoi *sortir de nouveau et être en dehors*, saillant, se dit-il *ressortir* quand il serait si simple de dire *re-sortir* pour distinguer la première idée de la seconde ?

Mais en voilà assez sur la question de l'écriture et du langage. Voici trois derniers pourquoi qui dans la bouche de mon ami m'ont semblé bien plus durs que les autres à notre égard, car ils concernent nos mœurs que, sur la foi de ce que mes compatriotes m'ont toujours répété, je croyais irréprochables.

Pourquoi les gens les plus honnêtes, qui se feraient scrupule de s'approprier une pièce de cinquante centimes trouvée dans la rue et la donnent à un pauvre s'ils ne connaissent pas son propriétaire, — pourquoi ces gens-là oublient-ils régulièrement de rendre le livre ou la musique qu'on leur prête ?

Pourquoi cette société française, qui se dit si polie, commet-elle l'insigne grossièreté de quitter en se bousculant l'église aussitôt après la bénédiction à la messe, et le théâtre avant que les artistes aient terminé la dernière scène ? Sort-on d'un salon pendant que quelqu'un parle ? Ne pourrait-on donc faire au prêtre l'honneur d'attendre qu'il ait quitté l'autel, et aux chanteurs, aux comédiens, ceux qui le courent jusqu'à ce que le rideau tombe ?

Enfin, comment se fait-il que, dans une foule quelconque, ce soit toujours le sexe faible qui distribue le plus de horions, qui bouscule avec le plus d'admirable égoïsme ? Avez-vous jamais vu l'occasion de voir une bataille à coups d'ombrelles, les débats féroces, les piaillements des belles enjuponnées pour s'arracher, par exemple, un brimborion offert gratuitement dans un endroit quelconque ? ou encore pour conquérir une chaise, une bonne place, afin de bien voir un spectacle curieux ? Vêtures de soie ou d'indienne, elles se montrent aussi après à la curée. C'est ça qui nous donne une crâne idée de la femme, aurait dit Gavarni.

Mesdames !... mesdames !... Hélas ! j'en ai rougi pour vous... mon ami n'a pas tout à fait tort !...

GEORGES RÉGNAL.

## JOURNAUX ET REVUES

L'état sanitaire ne s'améliore pas au Pas-des-Lanciers, où est campée, comme on le sait, la division de réserve du corps expéditionnaire du Tong-King. Sans être grave, la situation est cependant mauvaise, et il importe d'y remédier au plus tôt.

À la vérité, la faute en incombe tout entière à l'administration de la guerre. Voici, en effet, comment le *Petit Marseillais* décrit la position du camp :

On ne saurait le méconnaître, dit-il, la situation topographique du camp laisse à désirer. Un sol aride, rocailleux, sans ombre, presque sans eau, puisque le camp du sud ne peut s'en procurer qu'au moyen des corvées les plus pénibles, tel est le terrain sur lequel un millier de tentes sont symétriquement dressées, et où les officiers et soldats sont exposés, depuis le matin jusqu'au soir, à l'ardeur brûlante du soleil, et, pendant la nuit, à une humidité redoutable. Le camp ne semble donc pas réunir les conditions désirables, au point de vue de l'hygiène, d'une troupe désignée pour y stationner d'une façon permanente.

Le *National* commente ainsi cette situation :

Si l'on ajoute à cela que la division de réserve placée là évidemment pour être entraînée — comme si l'entraînement devait consister à faire subir aux hommes des fatigues antiques — n'a pas les avantages d'une troupe en campagne, on comprend combien il est difficile aux hommes de résister au surcroît de besogne qui leur est infligé.

Une des choses qui contribuent surtout, en effet, à occasionner aux soldats les indispositions qui motivent leur envoi à l'hôpital, est la privation de leur nourriture, ainsi bien qu'aux officiers, de l'indemnité de solde accordée aux troupes en campagne, et au moyen de laquelle on peut procurer aux hommes, soit du café, soit du vin, soit enfin une amélioration dans la vie alimentaire.

Ainsi, voilà des hommes à qui on demande une dépense de forces certainement plus grande qu'en garnison, et qui touchent une solde inférieure à leurs camarades.

Il n'est pas jusqu'aux officiers à qui on ne fasse payer la tente sous laquelle ils couchent.

Il y a là un abus auquel il convient de remédier. L'Etat-major du campement, renouveau de l'Algérie, est aujourd'hui jugé. On est arrivé, en effet, à un résultat absolument contraire à celui qu'on espérait atteindre, car, de toutes les troupes, la division de réserve est assurément la moins prête à faire campagne.

L'*Observateur romano* dit, au sujet de l'incident soulevé par le *Journal de Rome* :

À la suite de la publication de la lettre du Pape à cardinal Guibert, une partie de la presse libérale a cru voir un symptôme de rapprochement de la Papauté avec l'ordre actuel des choses en Italie.

Cette supposition est ou ne peut pas l'être. La lettre en question revendique d'un bout à l'autre, fermement et clairement, la pleine et entière autorité du Pape et tous les droits qui en découlent.

Cette lettre n'a rien d'autre que ça. C'est une absurdité manifeste que d'en tirer un sens favorable à l'ordre des choses qui a été établi par spoliation et qui constitue par là même une grave atteinte à l'autorité suprême du Saint-Père.

Les journaux de la presse libérale n'ont qu'à relire la longue série des actes du Pape ; ceux-là même qui sont tout récents affirment ses droits temporels et sa ferme volonté de les maintenir intacts.

Plusieurs journaux publient la note suivante :

Le syndicat de l'Association professionnelle des journalistes républicains, dans sa séance du 1<sup>er</sup> juillet, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes :

1<sup>o</sup> L'Association intentera devant les tri-

bunaux anglais une action civile contre le capitaine Smith et le général Wolseley pour avoir mis à prix la tête d'Olivier Pain, journaliste français.

2<sup>o</sup> Le bureau du syndicat est chargé de se rendre auprès de M. le ministre des affaires étrangères pour l'informer de l'action intentée par l'Association.

Il a été décidé, d'autre part, qu'une solennité funèbre serait organisée dans une grande salle de Paris. Le produit de cette cérémonie populaire, dont la date sera ultérieurement fixée, est destinée à la souscription ouverte en faveur de la famille d'Olivier Pain.

## Faits divers

L'affaire de la rue Rébeval. — Le nommé Alexandre D., mécanicien, demeurant rue Rébeval, en rentrant chez lui, l'avant-dernière nuit, vers dix heures, a été accosté par une fille qui lui prit sous le bras et voulut l'emmener chez elle.

Sur son refus, la femme jeta un cri servant de signal auquel accourut un individu qui, brandissant une canne, voulut frapper M. D.

Le mécanicien, en essayant d'arracher la canne des mains de l'agresseur, constata qu'elle contenait une épée. Il se mit à appeler du secours et tenta de désarmer l'individu, qui lui donna un coup d'épée dans la hanche.

M. D. poussa un cri et s'affaissa sur la chaussée.

Le meurtrier se sauva en voyant accourir les gardiens. Sa maîtresse vint le suivre, mais elle fut amenée au poste où l'on transporta également le blessé.

Le blessé, après un premier pansement, a pu être, sur sa demande, conduit à son domicile.



se succédèrent fort nombreux. A la suite de ces libations, Borne et Oly se mirent en route et Lédier monta à sa chambre pour prendre du repos. Il y constata la disparition de sa cassette et s'élança à la poursuite de ses deux amis pour la leur réclamer.

Ceux-ci le prirent de haut avec lui et le maltraitèrent. Lédier résolut de se venger. Peu après, il apprit que Borne et Oly dormaient sous un arbre à peu de distance. Lédier s'arma d'un énorme couteau et, s'approchant des dormeurs, il en appliqua un coup formidable sur la tête de Borne, qu'il tua net.

Tournant ensuite sa rage contre Oly, il lui assena un coup qui put à peine réveiller le dormeur. Le parquet, informé de ces faits, a fait arrêter Lédier.

Seine-Inférieure. — A Rouen, dans une chambre de la rue des Bons-Enfants, la dame Delahat était occupée à laver. Son enfant, un bébé de trois mois, était couché dans un berceau, à quelques pas du poêle allumé. Une étincelle a jailli sans doute sur les rideaux du berceau, car tout à coup ceux-ci se sont enflammés et ont communiqué le feu au petit lit.

La mère a appelé au secours et, avec quelques seaux d'eau, on a éteint le commencement d'incendie. Mais le pauvre bébé était si cruellement brûlé, qu'il expirait peu après au milieu d'atroces souffrances.

Bouches-du-Rhône. — Dans la nuit du 29 au 30 juin, des malfaiteurs, après avoir enfoncé la toiture de la sacristie de l'église de Raïs, ont pénétré dans la nef, brisé la porte du tabernacle et emporté le Saint-Ciboire contenant une quarantaine d'hosties.

Ils ont en outre brisé les trones et se sont emparés de tout l'argent qu'ils ont trouvé, soit dans l'église, soit dans la sacristie.

## CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE

Séance du 1<sup>er</sup> juillet  
Présidence de M. Rousselle

En ouvrant la séance, M. Rousselle, le nouveau président, a prononcé l'allocution d'usage.

Après avoir passé en revue les différentes questions qui vont être discutées par le conseil général, M. Rousselle a fait allusion à la politique par les paroles suivantes :

« Nos efforts doivent être incessants ; nous avons la ferme confiance que les prochaines élections législatives, en même temps qu'elles nous débarrasseront à jamais des aventures lointaines, amèneront le triomphe définitif de l'indépendance et de l'autonomie respectives des municipalités et des départements, sans trouble et sans danger pour l'unité nationale.

« Ainsi sera fondée en France, par la liberté, la paix et le progrès, la République, pour laquelle le pays a fait tant de sacrifices et auquel le département a donné tant de preuves de dévouement : la République. »

Cela promet de bons embarras, à venir, pour le gouvernement.

Organisation préfectorale et municipale. — M. Michelin dépose le projet de vœu suivant :

« Considérant que l'arrondissement, simple division administrative, est un rouage absolument inutile, puisqu'il n'a aucune existence propre ;

« Que son maintien a pour unique résultat l'entretien, à la charge de l'Etat, de 362 sous-préfets dont le traitement varie de 4,500 à 7,000 fr. par an ;

« Que les attributions de ces fonctionnaires sont à peu près nulles, puisqu'ils sont de simples agents de transmission entre les préfets et les maires ;

« Le conseil général émet le vœu que l'arrondissement, les sous-préfets et les conseils d'arrondissement soient supprimés.

« Considérant, d'autre part, que l'organisation municipale actuelle est défectueuse, puisqu'elle morcelle la France en une foule de petites communes qui sont réduites le plus souvent à l'impuissance à cause de leur exiguïté territoriale et de leur peu de ressources financières ;

« Qu'il importe, pour la force de la République, de créer sérieusement la vie communale ;

« Que le meilleur moyen d'y parvenir est d'organiser le canton en y transportant la municipalité ;

« Le conseil émet le vœu :

« Que la commune soit organisée au canton, qui sera administré par un conseil mu-

nicipal de canton, élu par les électeurs du canton, et par un maire et des adjoints de canton, élus par le conseil municipal ;

« Que les petites communes actuelles soient supprimées et deviennent de simples arrondissements ou quartiers de canton, avec un maire et un ou plusieurs adjoints, officiers de l'état-civil, nommés par le conseil municipal du canton.

Ce projet est renvoyé à la commission des vœux.

Taxe postale. — M. Mayer dépose un projet de vœu tendant à réduire le prix d'affranchissement des lettres à 10 centimes pour 15 grammes, et celui des cartes-postales à cinq centimes. (Renvoyé à la commission des vœux.)

Conseil de Prud'hommes. — Le conseil, sur le rapport de M. Ronzé, émet un avis favorable à la création d'un cinquième conseil de prud'hommes spécial aux industries du bâtiment.

Les assises de la Seine en Algérie. — M. Curé questionne l'administration au sujet de la concession de terrains en Algérie pour y créer une école d'agriculture, destinée à recevoir les assistés du département de la Seine.

M. le directeur de l'Assistance publique répond qu'en ce qui concerne l'acquisition d'un terrain en Algérie, les pourparlers ont échoué, l'un des propriétaires n'ayant pas consenti à ratifier les engagements pris par les deux autres.

Quant aux concessions, l'administration supérieure a fait savoir au directeur de l'Assistance publique que la législation actuelle ne lui permettait pas de donner suite à la demande formulée par le conseil.

M. Marsoulan estime que, puisqu'il s'agit d'une œuvre humanitaire dont profiteront les enfants assistés provenant en majeure partie de la France entière, le gouvernement doit favoriser les efforts du conseil général de la Seine.

M. Curé demande le renvoi de la proposition à une commission chargée de s'entendre à ce sujet avec l'administration.

M. Strauss est de cet avis.

La motion de M. Curé est adoptée.

M. Georges Berry fait voter par le conseil général le rejet d'un vœu de la commission du Pré-Saint-Gervais, tendant à faire voter par le conseil général de la Seine, une loi municipale aux préfectures de la Seine et de police, et principalement à leurs commissaires respectifs.

M. Berry surtout fait valoir la dépense qu'imposerait au département l'établissement d'un téléphone dans soixante-dix communes et dans vingt commissariats, dépense peut-être inutile alors que le télégraphe, la poste et les communications de l'Etat, le conseil se réunira vendredi.

CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS

Séance du 1<sup>er</sup> juillet  
Présidence de M. Michelin

Les Téléphones. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion d'un projet de convention avec la Société des Téléphones.

Le conseil adopte le paragraphe 1<sup>er</sup> du projet de délibération, qui est ainsi conçu :

« Est approuvé le projet de convention à intervenir avec la Société générale des téléphones, autorisant cette dernière à établir un réseau téléphonique, en occupant un emplacement dans le quartier de la Bastille.

Est adopté l'article 2, ainsi conçu :

« Le préfet de la Seine est autorisé à négocier des conventions semblables avec toute Société de téléphones qui en fera la demande, pourvue au préalable de l'autorisation ministérielle, et qui aura satisfait à toutes les conditions et clauses du cahier des charges. Ces négociations devront être ratifiées par le conseil municipal.

Est également adopté l'article 3, dont voici le texte :

« Le préfet de la Seine est autorisé à accorder à M. Dandern la permission qu'il requiert pour l'exploitation d'un réseau téléphonique dans les écuries de la Ville, aux mêmes conditions que la Société générale des téléphones et sous la réserve de l'exécution intégrale par M. Dandern des clauses et conditions des cahiers des charges de l'Etat et de la Ville.

L'ensemble du projet est adopté par 43 voix contre 11, sur 54 votants.

« Affaires diverses. — Le conseil décide de placer en tête de son ordre du jour la discussion du rapport relatif au recrutement du personnel enseignant.

M. Strauss demande que la commission du budget dépose le plus tôt possible son rapport relatif à la réforme du personnel de la préfecture de la Seine.

Le conseil décide de placer en tête de son ordre du jour la discussion du rapport relatif au recrutement du personnel enseignant.

M. Strauss demande que la commission du budget dépose le plus tôt possible son rapport relatif à la réforme du personnel de la préfecture de la Seine.

Le conseil décide de placer en tête de son ordre du jour la discussion du rapport relatif au recrutement du personnel enseignant.

M. Strauss demande que la commission du budget dépose le plus tôt possible son rapport relatif à la réforme du personnel de la préfecture de la Seine.

Le conseil décide de placer en tête de son ordre du jour la discussion du rapport relatif au recrutement du personnel enseignant.

M. Strauss demande que la commission du budget dépose le plus tôt possible son rapport relatif à la réforme du personnel de la préfecture de la Seine.

Le conseil décide de placer en tête de son ordre du jour la discussion du rapport relatif au recrutement du personnel enseignant.

M. Strauss demande que la commission du budget dépose le plus tôt possible son rapport relatif à la réforme du personnel de la préfecture de la Seine.

Le conseil décide de placer en tête de son ordre du jour la discussion du rapport relatif au recrutement du personnel enseignant.

M. Strauss demande que la commission du budget dépose le plus tôt possible son rapport relatif à la réforme du personnel de la préfecture de la Seine.

Le conseil décide de placer en tête de son ordre du jour la discussion du rapport relatif au recrutement du personnel enseignant.

M. Strauss demande que la commission du budget dépose le plus tôt possible son rapport relatif à la réforme du personnel de la préfecture de la Seine.

Le conseil décide de placer en tête de son ordre du jour la discussion du rapport relatif au recrutement du personnel enseignant.

M. Strauss demande que la commission du budget dépose le plus tôt possible son rapport relatif à la réforme du personnel de la préfecture de la Seine.

Le conseil décide de placer en tête de son ordre du jour la discussion du rapport relatif au recrutement du personnel enseignant.

M. Strauss demande que la commission du budget dépose le plus tôt possible son rapport relatif à la réforme du personnel de la préfecture de la Seine.

Le conseil décide de placer en tête de son ordre du jour la discussion du rapport relatif au recrutement du personnel enseignant.

M. Strauss demande que la commission du budget dépose le plus tôt possible son rapport relatif à la réforme du personnel de la préfecture de la Seine.

Le conseil décide de placer en tête de son ordre du jour la discussion du rapport relatif au recrutement du personnel enseignant.

M. Strauss demande que la commission du budget dépose le plus tôt possible son rapport relatif à la réforme du personnel de la préfecture de la Seine.

Le conseil décide de placer en tête de son ordre du jour la discussion du rapport relatif au recrutement du personnel enseignant.

M. Strauss demande que la commission du budget dépose le plus tôt possible son rapport relatif à la réforme du personnel de la préfecture de la Seine.

Le conseil décide de placer en tête de son ordre du jour la discussion du rapport relatif au recrutement du personnel enseignant.

M. Strauss demande que la commission du budget dépose le plus tôt possible son rapport relatif à la réforme du personnel de la préfecture de la Seine.

Le conseil décide de placer en tête de son ordre du jour la discussion du rapport relatif au recrutement du personnel enseignant.

M. Strauss demande que la commission du budget dépose le plus tôt possible son rapport relatif à la réforme du personnel de la préfecture de la Seine.

M. Dreyfus dit que les réformes proposées par M. le préfet de la Seine ayant été jugées insuffisantes par la commission du budget, M. le préfet a été invité à procéder à l'étude de nouvelles radiations de grades.

Est également mise à l'ordre du jour la discussion du mémoire de l'administration relatif à la création d'un réseau téléphonique municipal.

Sur le rapport de M. Rousselle, le conseil vote un projet d'élargissement de la rue Denfert-Rochereau, au droit de l'hospice des Enfants-Assistés.

## ACTES OFFICIELS

### Mouvement Judiciaire

Président de chambre, à la cour d'appel d'Alger : M. Blanckaert, conseiller à la même cour.

Conseillers : à Alger, M. Yvernès, avocat ; à Amiens, M. Millon ; à Besançon, M. Péquignot.

Substitut de procureur général : à Rouen, M. Loubel, procureur de la République à Dieppe.

Président de tribunal : à Cholet, M. Collin.

Vice-président : à Rouen, M. Joussemau.

Procureurs de la République : à Moulins, M. Vulliez ; à Brest, M. Dumas ; à Châteaufort, M. Castaing ; à Dieppe, M. Lelong ; à Evreux, M. Marvillat ; à Gournay, M. Robillard ; à Montargis, M. Courlaron.

Juges : à Amiens, M. Magnaud ; à Senlis, M. Vassel, avocat ; à Besançon, M. Clavey ; à Vesoul, M. Pépin ; à Pontarlier, M. Driol ; à Châteaufort, M. Despérier ; à Serres, M. Gennil ; à Bordeaux, M. Roujol ; à Gort, M. Ordini.

Juges-suppléants : à Alais, M. Colomb ; à Bourges, M. Marché ; à Chambéry, M. Canteloube ; à Bourgois, M. Michal ; à Tarascon, M. Picard (tous avocats précédemment).

Substituts : à Pontarlier, M. Drahm ; à Auch, M. Pénès ; à Montpellier, M. Duthuville ; à Béziers, M. Nobili-Savelli (avocat) ; à Marseille, M. Delon ; à Toulon, M. Bourgaire ; à Alais, M. Capillery ; à Mâcon, M. Passot.

## INFORMATIONS FINANCIÈRES

LE MÉTROPOLITAIN. — Au cours de la séance du 30 juin, à la Chambre des députés, le ministre des travaux publics a présenté un projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique et à concéder, par voie d'adjonction, un chemin de fer métropolitain dans la ville de Paris et la banlieue.

Sur la demande du ministre, le projet en question a été renvoyé à l'examen de la commission de classement des chemins de fer.

On remarquera, dans l'énoncé qui précède, cette formule : concéder par voie d'adjonction.

Elle est nouvelle en matière d'établissement de chemins de fer.

D'ordinaire, le ministre des travaux publics passe avec une compagnie déterminée un traité ou une convention pour l'entreprise et l'exploitation de la ligne dont il sollicite la déclaration d'utilité publique. On bien le ministre demande au Parlement le vote des crédits nécessaires pour l'exécution de cette ligne par les soins des ingénieurs de l'Etat.

Dans la circonstance présente, rien de pareil.

Le ministre des travaux publics, M. Demôle, réclame une simple déclaration d'utilité publique pour un chemin de fer à établir dans la ville de Paris et la banlieue.

On verra ensuite par qui et comment l'affaire sera conduite et la besogne accomplie. Sous ce dernier rapport, une adjudication ultérieure devra décider.

Cette résolution a-t-elle été inspirée au ministre par l'embaras du choix entre plusieurs candidats ? Il s'agit d'un emprunt de 100 millions de francs dont le produit serait destiné à étendre les déficits actuels. L'emprunt se ferait en obligations 6 0/0 remboursables en quinze ans et serait gage-

Les FINANCES CUBAINES. — On continue à s'entretenir de l'opération financière projetée par Cuba. Il s'agit d'un emprunt de 100 millions de francs dont le produit serait destiné à étendre les déficits actuels. L'emprunt se ferait en obligations 6 0/0 remboursables en quinze ans et serait gage-

réunie une foule de célébrités étonnées et charmées de se voir et de se plaire ensemble, des républicains et des légitimistes, les hommes du gouvernement et les coryphées de l'opposition, des grands seigneurs et des journalistes, des artistes, des poètes.

On se faisait beaucoup de vœux auxquels on faisait tous les jours l'accomplissement. Le vieux Lacroix, qui était devenu un poète de l'école d'Horace en cessant d'être un historien philosophe, applaudissait Emile Deschamps, un des patrons du nouveau romantisme ; Lamartine et Victor Hugo étaient là, qui ne dédaignaient pas de vers, mais qui écoutaient avec bienveillance tous ceux que les auteurs recitaient eux-mêmes. A la poésie succédait le chant, et souvent la chansonnette de Volée ; puis la musique instrumentale, avec le violon d'Herman et l'orchestre de Ferville-Vancorbell.

Dans une des plus mémorables soirées de la place Saint-Georges, on entendit une admirable pièce antique, intitulée *Erastrate*, de Jules Le Fèvre.

Mais le poète tout apprécié, tout acclamé qu'il était par les connaisseurs émérites dont il faisait son entourage, ne devait jamais avoir la moindre parcelle de la célébrité du personnage qu'il avait choisi. Le Fèvre-Dumier n'était nullement, d'ailleurs, de la race des brailleurs de temples, et tout philosophe sceptique qu'il était, c'était un croyant à tout ce qui maintient les traditions de l'ordre et de la sécurité sociale. Ce qui le fit rester dans l'ombre, ce furent, selon nous, ses tristesses de poète survenant après les multiples froissements d'amour-propre que subissait l'auteur sans éditeur, l'écrivain sans lecteurs, dont l'ambition élevée et vaste ne pouvait se contenter de succès de salons et de coteries.

Le Fèvre-Dumier, au premier abord, peut apparaître comme un casé, comme un faubaisiste indolent incapable des énergies qui font réussir, autant que le talent, les productions artistiques difficiles à vulgariser. Des l'instant qu'il fallait attendre la publication d'une œuvre, des qu'une démarche quelconque devenait nécessaire, Jules Le Fèvre se replaçait sur lui-même, enfermait son manuscrit, abandonnait souvent l'œuvre qui aurait dû suivre et compléter le triomphe attendu et espéré.

Seulement, chez lui c'était fier, susceptible et non lassitude, car ce fut, en réalité, un vaillant que ce Français enthousiaste qui s'en alla se battre en Pologne pour l'indépendance d'un peuple

ranti par les revenus du timbre de Cuba ; il aurait, en outre, la garantie subsidiaire de l'Espagne.

L'EMPRUNT D'HAÏTI. — La Légation d'Haïti adresse à la presse la communication suivante :

Le gouvernement haïtien a envoyé en France un agent spécial pour s'entendre avec les porteurs des obligations de l'emprunt de 1875.

## AVIS ET COMMUNICATIONS

En cas de CHOLERA (le désinfectant MOSAR est un préservatif très énergique, à l'usage des épidémies et du voyage).

Un employé d'une grande administration cherche de famille, pouvant disposer de plusieurs heures par jour, désire la gérance d'une propriété à Paris. Il peut donner les meilleures références.

Ecrire : P. B., poste restante, bureau 36, rue de Valenciennes, Paris.

La Librairie Hachette met en vente *Anna Karoline*, roman de Tolstoï. Le succès de *La Guerre et la Paix*, son premier ouvrage traduit du russe, a rendu populaire en France le nom du célèbre romancier.

(Voir aux annonces).

## GAZETTE THÉÂTRALE

Le rapport de M. Antonin Proust sur le budget des beaux-arts pour 1886, qui vient d'être distribué, contient la lettre de M. Turquet autorisant les représentations italiennes de l'Opéra et donne à cette autorisation les motifs suivants :

« L'administration des beaux-arts a pensé qu'en présence de la situation difficile de l'Académie nationale de musique, il pouvait y avoir un intérêt à ne pas repousser la demande qui lui était adressée et à ne pas priver le directeur de ce théâtre des bénéfices qui pourraient le dédommager des chances mauvaises que lui faisait courir l'exploitation de l'Opéra.

« Au vu de la lettre de M. Turquet, l'administration, pour sauvegarder le répertoire français, n'a d'ailleurs concédé à M. Riti l'autorisation sollicitée par lui qu'à la condition qu'aucun des ouvrages du répertoire ne serait joué en italien. Ainsi, ni les *Huguenots*, ni *Robert le Diable*, ni le *Prophète*, ni *Guillaume Tell*, ni *Faust*, par exemple, ne pourraient être donnés dans les représentations italiennes à organiser. »

Une exception se serait pourtant faite, croyons-nous, pour *Rigoletto*, qui appartenait, il y a peu de temps encore, au répertoire italien. Les directeurs ont aussi demandé à jouer *Aida* en italien, avec Massini ; mais l'administration ne semble pas disposée à accorder cette autorisation.

Quelques renseignements sur la marche de la Comédie-Française pendant l'année qui vient de s'écouler.

69 pièces ont été jouées 766 fois et se décomposent ainsi : 25 pièces du répertoire ancien jouées 177 fois et 44 pièces du répertoire moderne jouées 589 fois.

Les allocations aux sociétaires pendant l'année 1884 se sont élevées au chiffre de 228,997 fr. 60.

L'engagement de Mme Hélibron vient d'être renouvelé par M. Carvalho.

La création du rôle de Cléopâtre sera son entrée à l'Opéra-Comique dans le bel ouvrage de Victor Massé, dont le très grand succès ne s'est pas démenti un seul instant depuis le soir de son apparition à la salle Favart, et dont les représentations seront reprises dès les premiers jours de la saison prochaine.

Tout le monde connaît le père Viellard, chef des figurants du théâtre de l'Opéra, embauché chez un marchand de vin de la rue de la Chaussée-d'Antin les jeunes gens désireux de faire partie de la figuraison. A ce propos, le *Petit Journal* raconte l'aventure suivante :

« Un soir, l'idée d'endosser un costume de guerrier avait souri à plusieurs étudiants, et ils allèrent trouver le père Viellard, qui les emmena dans la loge des figurants, où ils furent costumés pour figurer dans *Sigurd*.

Cette fantaisie leur a coûté cher, car en revenant pour reprendre leurs habits, ils ne les ont pas retrouvés.

Tout avait été emporté, jusqu'aux chaussures, bijoux, montres, porte-monnaie. M. Viellard, en droit, a été seul privilégié : on lui a laissé son faux-col.

Les quatre étudiants, en maillot et seulement couverts de jaquettes prêtées, ont regagné leur domicile en voiture.

G. DORANTE.

MAISONS RECOMMANDÉES

BOUSQUIN (Pâtisseries). 23, gal. Vivienne.

Arquebuser, 22, rue Richer.

An Paradis des Enfants, 156, rue de Rivoli.

Pharmacie Normale, 12, rue Drouot.

Labourette, carrossier, 105, avenue Malakoff.

Reynaud, chimiste (Spéc. flanelle du pin Silvestre), 22, rue de la Paix.

A la Religieuse, Denil, — 2, rue Tronchet.

Belvaux, Porcelaines, 18, rue Royale.

Thomès frères, Membres bois courbé, 15, boulevard Poissonnière.

E. Bourgeois, Grand dépôt porcelaines, 21, rue Drouot.

BAINS DE MER !

Ne vous mettez pas en route sans vous munir d'un BAIN DE MER. Ce bain est un bain d'air pur, d'air chaud, d'air doux, d'air salin, d'air sucré, d'air parfumé, d'air purifiant, d'air régénérant, d'air fortifiant, d'air hygiénique, d'air salutaire, d'air divin.

Ne vous mettez pas en route sans vous munir d'un BAIN DE MER. Ce bain est un bain d'air pur, d'air chaud, d'air doux, d'air salin, d'air sucré, d'air parfumé, d'air purifiant, d'air régénérant, d'air fortifiant, d'air hygiénique, d'air salutaire, d'air divin.

Ne vous mettez pas en route sans vous munir d'un BAIN DE MER. Ce bain est un bain d'air pur, d'air chaud, d'air doux, d'air salin, d'air sucré, d'air parfumé, d'air purifiant, d'air régénérant, d'air fortifiant, d'air hygiénique, d'air salutaire, d'air divin.

Ne vous mettez pas en route sans vous munir d'un BAIN DE MER. Ce bain est un bain d'air pur, d'air chaud, d'air doux, d'air salin, d'air sucré, d'air parfumé, d'air purifiant, d'air régénérant, d'air fortifiant, d'air hygiénique, d'air salutaire, d'air divin.

Ne vous mettez pas en route sans vous munir d'un BAIN DE MER. Ce bain est un bain d'air pur, d'air chaud, d'air doux, d'air salin, d'air sucré, d'air parfumé, d'air purifiant, d'air régénérant, d'air fortifiant, d'air hygiénique, d'air salutaire, d'air divin.

Ne vous mettez pas en route sans vous munir d'un BAIN DE MER. Ce bain est un bain d'air pur, d'air chaud, d'air doux, d'air salin, d'air sucré, d'air parfumé, d'air purifiant, d'air régénérant, d'air fortifiant, d'air hygiénique, d'air salutaire, d'air divin.

Ne vous mettez pas en route sans vous munir d'un BAIN DE MER. Ce bain est un bain d'air pur, d'air chaud, d'air doux, d'air salin, d'air sucré, d'air parfumé, d'air purifiant, d'air régénérant, d'air fortifiant, d'air hygiénique, d'air salutaire, d'air divin.

Ne vous mettez pas en route sans vous munir d'un BAIN DE MER. Ce bain est un bain d'air pur, d'air chaud, d'air doux, d'air salin, d'air sucré, d'air parfumé, d'air purifiant, d'air régénérant, d'air fortifiant, d'air hygiénique, d'air salutaire, d'air divin.

Ne vous mettez pas en route sans vous munir d'un BAIN DE MER. Ce bain est un bain d'air pur, d'air chaud, d'air doux, d'air salin, d'air sucré, d'air parfumé, d'air purifiant, d'air régénérant, d'air fortifiant, d'air hygiénique, d'air salutaire, d'air divin.

Ne vous mettez pas en route sans vous munir d'un BAIN DE MER. Ce bain est un bain d'air pur, d'air chaud, d'air doux, d'air salin, d'air sucré, d'air parfumé, d'air purifiant, d'air régénérant, d'air fortifiant, d'air hygiénique, d'air salutaire, d'air divin.

Ne vous mettez pas en route sans vous munir d'un BAIN DE MER. Ce bain est un bain d'air pur, d'air chaud, d'air doux, d'air salin, d'air sucré, d'air parfumé, d'air purifiant, d'air régénérant, d'air fortifiant, d'air hygiénique, d'air salutaire, d'air divin.

Ne vous mettez pas en route sans vous munir d'un BAIN DE MER. Ce bain est un bain d'air pur, d'air chaud, d'air doux, d'air salin, d'air sucré, d'air parfumé, d'air purifiant, d'air régénérant, d'air fortifiant, d'air hygiénique,



